

Direction Inspection Contrôle Audit
[REDACTED]

Dijon, le - 7 OCT. 2025

La directrice générale de l'agence régionale de santé
à

Monsieur le Président du CIAS Terre d'Emeraude
Communauté
4 chemin du Quart
39270 ORGELET

RAR N° [REDACTED]

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 390004745 - EHPAD RESIDENCE DU MOULIN – MOIRANS-EN-MONTAGNE

PJ : tableau des mesures définitives

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 24 juillet 2025, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 5 prescriptions et 4 recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

Cette échéance passée, aucun élément de réponse et/ou commentaire éventuel de votre part a été transmis à mes services.

Aussi, par le présent courrier et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 24 juillet 2025, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures.

Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par : [REDACTED]
[REDACTED] chargé de mission médico-social secteur « personnes âgées », à la direction territoriale du Jura : [REDACTED]

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

La directrice générale,



Copies à :

Madame la Directrice
EHPAD Résidence du Moulin
4 rue du Moulin
39260 MOIRANS-EN-MONTAGNE

Monsieur le Président
Conseil Départemental du Jura
17 rue Rouget de Lisle
39000 LONS LE SAUNIER

Date de mise à jour des mesures : 17/07/2025
Affaire suivie par : 06/01/1900

Item établissement : EHPAD RESIDENCE DU MOULIN
Adresse : 4 B DU MOULIN
Code postal : 35100

Commune : NOBAIS EN MONTAGNE

Tableau des mesures additionnelles
Prescriptions

Prescriptions						
N°	Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Références réglementaires (s)	Liens QM/ Abandonnée
1	Mettre en œuvre une démarche active de recensement d'un temps médical coordonnateur en conformité avec la capacité de l'établissement et disposant de la qualification requise et proposer, dans l'intervalle, une disposition transitoire/alternative permettant de venir en soutien des équipes soignantes.	Article D312-156 du CASP Article D312-157 du CASP Article D312-159 1° CASP	6 mois	Actions mises en œuvre Publication d'offres d'emploi Contrat de travail	E3	En l'absence de réponse de la structure, la prescription n°1 est maintenue et notifiée.
2	Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et adaptées à sein de l'établissement par des équipes pluriprofessionnelles qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'AS/IDE (STP-cbik) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignantes en lien avec l'ETP-cbik ; - en limitant la rotation du personnel soignant, en particulier le recours aux CDO ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en assurant la détection effective des diplômés par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDO ; - en inscrivant les professionnels FFAS en poste soit dans une formation diplômante soit dans un parcours VAE se proposant aux personnels FFAS en poste de s'inscrire dans une formation diplômante ou dans un parcours VAE.	Article L311-3 du CASP Article L312-11 1° du CASP Article D312-155-6 1° du CASP Article L4311-2 à 4 du CSP	6 mois	Plan d'actions faisant apparaître les différents liens actuels, les délais et les réalisations pour valider et valider l'équipe soignante et limiter le turn over Tableau recensant des agents soignants en poste au 01/07/2025 (IDE/AS/FFAS/AS/STP-cbik) en indiquant s'ils sont qualifiés pour l'exercice de leurs fonctions « si oui : copie des diplômes	E5 E6	En l'absence de réponse de la structure, la prescription n°2 est maintenue et notifiée.
3	Demandeur à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de s'inscrire à l'ordre infirmier et l'attester de l'effectivité de cette inscription.	Article L4311-15 du CSP	1 mois	Lire des infirmiers en poste au 01/07/2025 N° d'inscription et preuve de leur inscription à l'ordre infirmier	E4	En l'absence de réponse de la structure, la prescription n°3 est maintenue et notifiée.
4	Inclure dans un document un volet prévoyant les obligations des salariés en matière de signalement de mauvais traitements ou de plaintes et leur protection quand la témoignage de mauvais traitements ou plaintes infligés à une personne accueillie ou résident de tels agissements.	Article K14-3 du CSP Article L312-24 du CASP	6 mois	Document mentionnant les dispositions réglementaires relatives aux obligations des salariés en matière de signalement et à leur protection	E2	En l'absence de réponse de la structure, la prescription n°4 est maintenue et notifiée.
5	Revoir les modalités de délégation et de signature de la direction de l'établissement afin qu'elle puisse assurer pleinement [REDACTED] la délégation doit notamment permettre de vérifier le partage des responsabilités entre le gestionnaire et la direction, afin de se mettre en conformité avec la réglementation.	Article D312-176-5 du CASP	3 mois	Délégation de pouvoir et signatures datées, datée et signée	E1	En l'absence de réponse de la structure, la prescription n°5 est maintenue et notifiée.

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour des mesures : 11/07/2025 Affaire suivie par : 03/07/1900	Nom établissement : EHPAD RESIDENCE DU MOULIN 4 R DU MOULIN 39260
	Commune : MOIRANS EN MONTAGNE

Nb		4	Libellé	Recommandations			Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
1			Définir et mettre en oeuvre des leviers pour stabiliser la fonction de direction et en assurer la continuité effective en formalisant un protocole et des plannings d'astreinte diffusés au personnel.	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport EJR		N		En l'absence de réponse de la structure, la recommandation n°1 est maintenue et notifiée.
2			Inscrire l'infirmier [REDACTED] à une formation ou, si celle-ci a été réalisée, transmettre l'attestation de formation correspondante.	RBP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R1 R3		N		En l'absence de réponse de la structure, la recommandation n°2 est maintenue et notifiée.
3			Organiser de manière efficiente la circulation optimale des décisions et informations significatives prises par la direction, auprès des personnels.	RBP : bientraitance : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R2		N		En l'absence de réponse de la structure, la recommandation n°3 est maintenue et notifiée.
4			Définir la stratégie de la structure en matière de développement et de maintien des compétences en lien avec le recueil des besoins en formation des salariés et les obligations réglementaires qui s'imposent au gestionnaire Assurer la sensibilisation régulière à la bientraitance et/ou la prévention de la maltraitance de l'ensemble des salariés en inscrivant annuellement, dans le plan de développement des compétences, une formation relative ce thème, ceci afin de développer une réflexion collective sur les pratiques professionnelles, la connaissance des conduites à tenir et une culture partagée autour de définitions communes.	RBP : mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées, HAS, 2008 RBP : missions du responsable d'établissement et au rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, partie II, HAS, 2008	R4		N		En l'absence de réponse de la structure, la recommandation n°4 est maintenue et notifiée.